

Nouvelles d'Octobre 2018

Numéro 107

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires.

Qu'offrez-vous à un anniversaire à une personne âgée de 70 ans ? Si c'est la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui a 70 ans le 10 décembre, la réponse pourrait être sa consolidation.

Les rédacteurs de la Déclaration étaient clairs: c'était une déclaration universelle, pas une déclaration des Nations Unies, bien que le groupe a travaillé sous l'égide de la nouvelle Organisation des Nations Unies de l'époque. Le préambule de la Déclaration déclare que la " reconnaissance de la dignité inhérente et des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine constitue la fondation de la liberté, de la justice, de la paix dans le monde." Les records sont essentiels pour protéger ces droits et obtenir recours quand ces droits sont violés. Le nexus entre les droits de l'homme et les archives est fort et complexe.

La Déclaration était une affirmation d'aspirations, mais les moyens de son application manquaient. Le travail relatif au mécanisme de renforcement a commencé juste après son adoption, aboutissant en 1966 au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui établit les responsabilités des États signataires en vertu des traités. Mais qu'en est-il des violations par les états non-signataires, en particulier les compagnies transnationales et les entités commerciales ? Aujourd'hui, les dommages à la santé, à la stabilité économique, aux propriétés culturelles, et au bien-être social par les entités commerciales sont indéniables. Il est facile de voir les effets sur les travailleurs et les communautés qui sont proches d'un site industriel, mais l'impact sur nous tous est croissant. Comme les lecteurs des *Nouvelles HRWG* le savent, il y a une longue liste de tentatives avortées pour tenir responsable les sociétés multinationales de violation des droits de l'homme.

Les Nations Unies ont reconnu ce problème, et en 2011, le Conseil des Droits de l'Homme a approuvé les "Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme", un ensemble de lignes directrices à l'intention des États et des entreprises pour prévenir, combattre et réparer les violations des droits de l'homme commises dans le cadre de leurs activités. Mais, à l'instar de la Déclaration universelle, ces principes directeurs ne disposent d'aucun mécanisme d'application. Il existe actuellement une proposition visant à adopter un instrument juridiquement contraignant "pour réglementer, dans le droit international des droits de l'homme, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises", mais son adoption est loin d'être sûre.

Qu'est-ce que cela a à voir avec les archives ? Les principes directeurs, pour tous les mots et les commentaires extensifs, ne disent RIEN au sujet des besoins pour une bonne gouvernance des records afin de surveiller étroitement les opérations liées aux affaires, pour s'assurer qu'il y a des archives fiables relatives aux actions et aux transactions, qu'il y a des durées de conservation des records qui fournissent des preuves sur les actions des sociétés qui pourraient raisonnablement avoir un impact sur les droits de l'homme. Pas un mot. Cependant, la simple lecture du document montre que les Principes ne peuvent être respectés que si une entreprise dispose d'un programme robuste de gestion des records et d'archivage, préservant les records qui démontrent que l'institution respecte ou non la directive.

Nous avons besoin de nous assurer que les compagnies transnationales et nationales ont de robustes programmes de gestion des records. Nous avons besoin de soutenir les archivistes d'entreprises, dont les salaires proviennent des sociétés, pour insister sur la conservation des records avec une composante droits de l'homme. Et nous avons besoin que les institutions financières internationales incorporent dans leurs accords financiers à la fois l'exigence selon laquelle le client consent à être lié par les Principes Directeurs et le consentement du client à maintenir un régime d'archivage digne de confiance pour assurer des processus de reddition de comptes.

Ce serait un cadeau vraiment utile pour le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nouvelles du GTDH. La réunion du GTDH au Congrès annuel de l'ICA au Cameroun est prévue pour dimanche après-midi, le 25 Novembre. Elle durera 2 heures. Tout le monde est le bienvenu.

Nouvelles Internationales.

Commission Européenne. Le Groupe Européen des Archives est un groupe officiel d'experts de la Commission Européenne établie en 2006. Avant l'approbation du règlement général de l'UE sur la protection des données, le groupe a fait pression de façon intensive afin d'obtenir des exemptions pour les archives, avec un succès considérable. Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est un ensemble législatif complexe. Il comprend 173 considérants et 99 articles. S'il n'est pas appliqué correctement, cela peut compromettre la conservation des archives. L'EAG a maintenant préparé des *Lignes directrices sur la protection des données pour les services d'archives. Lignes directrices de l'EAG sur la mise en œuvre du règlement général sur la protection des données dans le secteur des archives*, afin de fournir aux archivistes des informations de base et des conseils pratiques sur les défis spécifiques liés à l'application du RGP dans le secteur des archives. Merci à Giulia Barrera pour cette information. https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/service-standards-and-principles/transparency/freedom-information/access-documents/information-and-document-management/archival-policy/european-archives-group/guidance-data-protection-archive-services_en

Cour Interaméricaine des droits de l'homme. La cour a déclaré le Pérou responsable de la disparition forcée de 5 personnes lors du conflit armé (1980-1995). En déclarant l'État coupable, la Cour a déclaré qu'elle a considéré le contexte dans lequel les disparitions ont eu lieu, ainsi que les preuves documentaires et le "dénier de toute information de la part de l'État." La Cour a ordonné plusieurs mesures de réparation, enjoignant notamment le Pérou à maximiser les efforts de recherche par "voies judiciaires ou administratives afin de déterminer où se trouvent les victimes", ce qui nécessitera une recherche dans les archives. http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_360_esp.pdf

La cour a également jugé le Pérou responsable de la disparition forcée de Walter Munarriz Escobar. Le 20 mars 1999, Munarriz entrainait dans la salle d'une auberge de jeunesse ou "la femme d'un officier de la Police Nationale du Pérou séjournait. La femme a déposé une plainte auprès de la police." Munarriz a été arrêté, mais la documentation de son arrestation n'a pas été divulguée au moment où il était privé de liberté, mais plus tard," et il n'a pas été vu depuis. La cour a déclaré qu'aucune "enquête adéquate n'avait été menée" et que "l'État avait violé le droit des proches de connaître la vérité". http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_355_esp.pdf

Cour Internationale de Justice. La cour a soutenu que le traité de 1904 signé par la Bolivie et le Chili pour régler la guerre du Pacifique ne requerrait pas que le Chili négocie avec la Bolivie afin de trouver un accord accordant à la Bolivie un accès entier et souverain à l'Océan Pacifique. La préservation des traités est un devoir archivistique fondamental. <https://www.stabroeknews.com/2018/news/world/10/02/world-court-chile-not-forced-to-negotiate-over-bolivia-sea-access-2/>

L'Iran a déposé une plainte contre les États-Unis à la CIJ en Juillet, arguant que les sanctions imposées par les États-Unis "violent le traité d'Amitié signé par les deux États en 1995", a rapporté DW. La CIJ a décidé que les États-Unis devaient lever les sanctions sur les biens humanitaires destinés à l'Iran. Les États-Unis ont déclaré que la CIJ n'était pas compétente, que les sanctions "étaient justifiées par des préoccupations de sécurité nationale". Les États-Unis se sont alors retirés du traité. https://www.dw.com/en/un-court-orders-us-to-ditch-iran-sanctions/a-45737767?maca=en-newsletter_en_bullein-2097-html-newsletter

Nouvelles générales/du monde.

Records des Entreprises. La Suède a autorisé le procureur de l'état suédois à engager des poursuites à l'encontre du président du groupe suédois Lundin Oil, accusé de complicité de crimes de guerre au Soudan dans les années 2000, a annoncé l'AFP. Il est "soupçonné de financer l'armée soudanaise et plusieurs milices pour chasser les populations locales des régions où la société envisageait de mener des

activités d'exploration pétrolière". Les antécédents commerciaux seraient une preuve importante. .
https://www.justiceinfo.net/en/live-feed/39274-sweden-oks-trial-of-lundin-oil-execs-for-sudan-war-crimes.html#_W8iXXC1zgys.twitter

En vertu de la loi de 2015 sur l'esclavage moderne au Royaume-Uni, les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 36 millions de livres doivent établir un rapport annuel sur leurs efforts pour lutter contre l'esclavage moderne. Ergon Associates, une société de conseil britannique sur les normes du travail et les droits de l'homme, a analysé les rapports de 2018. Ils ont constaté que bien que 150 entreprises aient déclaré des résultats en 2017, seules 81 ont publié une déclaration mise à jour en 2018 et qu'il n'y a eu "aucun changement réel du contenu ou de la qualité". "En l'absence de mécanisme officiel de surveillance ou d'application, les entreprises encourent très peu de sanctions."
http://ergonassociates.net/wp-content/uploads/2018/10/Ergon_Modern_Slavery_Progress_2018_resource.pdf?x74739

Twitter a ouvert ses archives sur les comptes associés à de potentielles opérations d'information menées par la Russie et l'Iran. CNET a déclaré que le but était de permettre au public "de voir ce qui était contre." La diffusion incluait "l'information relative à 3 841 comptes Twitter affiliés à l'IRA de Russie, ou Agence Internet de Recherche, et sur 777 comptes potentiellement d'origine iranienne," incluant "plus de 10 millions de tweets et plus de 2 millions d'images, GIFs, vidéos et d'émission Périscope datant de 2009."
<https://www.cnet.com/au/news/twitter-opens-huge-archive-of-tweets-tied-to-russia-iran/>

Aux États-Unis, la 9e Cour d'appel du circuit américain "a rétabli la poursuite d'un groupe d'anciens enfants esclaves accusant l'unité américaine de Nestlé SA. . et Cargill Company de perpétuer l'esclavage des enfants dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire", a rapporté Reuters. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles HRWG* mars 2017. <https://www.reuters.com/article/us-usa-court-nestle/u-s-appeals-court-revives-nestle-child-slavery-lawsuit-idUSKCN1MX2UM>

Records pédagogiques. Des chercheurs du Peace Research Institute d'Oslo ont "examiné les études statistiques réalisées au cours des vingt dernières années - 42 publiées entre 1996 et 2016 - sur le rapport entre l'éducation et la violence politique". Ils ont découvert que "le manque d'éducation parmi les hommes apparaît être le plus fort indicateur de conflit," a rapporté *Eurasia Review*. "Les inégalités systématiques d'accès à l'éducation entre groupes religieux et ethniques semblent également alimenter les conflits". Cependant, "des niveaux plus élevés de parité des sexes dans les résultats scolaires sont. . associées à moins de violence." http://www.eurasiareview.com/12102018-does-more-education-stem-political-violence/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Records environnementaux. Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié un rapport sur les efforts à entreprendre pour maintenir le réchauffement planétaire à 1,5 ° C au-dessus des niveaux d'avant la révolution industrielle. L'énorme rapport s'appuyait sur "une enquête massive menée par près de 100 auteurs et 1 000 critiques citant 6 000 études", a rapporté *Science*. Une équipe internationale de géo-scientifiques a ensuite publié dans *Nature* un rapport qui, de 1991 à nos jours, utilisait des données pour comparer les gaz atmosphériques à "80 000 points de données" provenant de 4 000 capteurs océaniques. Ils ont conclu que l'océan est plus chaud que prévu, ce qui signifie que la terre s'est réchauffée plus que prévu. http://ipcc.ch/news_and_events/pr_181008_P48_spm.shtml
<https://www.nature.com/articles/s41586-018-0651-8#ref-CR6>

Records médicaux. Une équipe internationale de chercheurs en santé publique a combiné "l'incidence et la prévalence nationales de l'asthme et un ensemble de données nouvellement construit sur les taux d'asthme du VRE [visites aux salles d'urgence] à partir de données d'enquête dans 54 pays et à Hong Kong" avec des données de population et des "concentrations de pollution globalement quadrillées, dérivés de la télédétection par satellite et de la modélisation du transport chimique. Ecrivant dans *Environmental Health Perspectives*, ils ont "estimé que 9 à 23 millions et 5 à 10 millions de visites annuelles des salles d'urgence pour asthme dans le monde en 2015 pourraient être imputables à l'ozone et aux [particules fines]" et que "le fardeau asthmatique mondial qui pourrait être évité en réduisant la pollution de l'air ambiant".
https://ehp.niehs.nih.gov/doi/full/10.1289/EHP3766?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=f757cab282-MR_COPY_08&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-f757cab282-149736437&

Utilisant 313 318 scans tomographiques entre le 1 er janvier 2011 et le 1 er juin 2017 ainsi que des rapports cliniques associés de 20 centres médicaux en Inde, les chercheurs ont créé un ensemble d

“algorithmes d'apprentissage en profondeur” pour détecter les traumatismes ou les accidents cérébrovasculaires ou les symptômes d'attaque, a rapporté *The Lancet*. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31645-3/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31645-3/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email)

En 1994, 3 300 femmes américaines âgées de 42 à 52 ans et appartenant à divers groupes raciaux ont accepté à la fois de subir des examens physiques approfondis tous les 20 ans et de répondre à des questions sur leurs expériences de “discrimination quotidienne”. Les personnes “qui subissaient régulièrement des discriminations quotidiennes ont eu une pression artérielle élevée une décennie plus tard”, étaient “plus susceptibles de prendre du poids, ce qui est lié à une pression artérielle élevée”, a rapporté *The Atlantic*. https://www.theatlantic.com/health/archive/2018/10/everyday-discrimination-raises-womens-blood-pressure/572518/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=a0d05ea310-MR_COPY_12&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-a0d05ea310-149736437

Vie privée. Utilisant les “données génomiques de 1,28 millions d'individus” de MyHeritage et Geni.com., une équipe de biologistes et de chercheurs scientifiques ont enquêté sur la facilité d'identifier un individu “à travers les parents proches lointains”. Dans un article paru dans *Science*, ils disent que pour les personnes américaines de descendance européenne, environ 60% peut être identifiés, et ils prédisent que dans un future proche, cela approchera 100%. Ils recommandent au gouvernement américain et l'industrie de l'ADN d'adopter des mesures pour améliorer la vie privée. <http://science.sciencemag.org/content/early/2018/10/10/science.aau4832>

Torture. En utilisant la loi sur la liberté de l'information, la National Security Archive, une organisation non gouvernementale américaine, a obtenu “des dates et des heures auparavant censurées sur des câbles envoyés par la future directrice [américaine] de la CIA, Gina Haspel, lorsqu'elle avait rendu hommage à un site clandestin de la CIA en Thaïlande en 2002, où des interrogateurs avaient torturé un suspect d'Al Qaïda.” <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/foia-intelligence-torture-archive/2018-10-18/gina-haspel-cia-torture-cables-dates-times-declassified>

Armes. À la suite de nouvelles fusillades aux États-Unis, une étude publiée en août 2018 par JAMA a suscité un regain d'intérêt. Les chercheurs ont utilisé “une combinaison de données agrégées non identifiées issues de l'état civil, de rapports d'autopsie verbaux, de recensements et d'enquêtes et de dossiers de police dans des modèles pour 195 pays et territoires” pour “estimer le fardeau mondial des décès par arme à feu en 2016”, l'évolution de ce fardeau par rapport à 1990 et la variation des niveaux et des taux entre les pays.” Ils ont estimé à 251 000 le nombre de personnes décédées des suites d'une blessure par arme à feu en 2016, dont six pays (Brésil, États-Unis, Mexique, Colombie, Venezuela et Guatemala), pour 50,5% des décès. “Les décès dus à des blessures par arme à feu en 2016 étaient les plus élevés chez les personnes âgées de 20 à 24 ans” et “les estimations du nombre d'armes à feu par pays étaient associées à des taux plus élevés de suicide par arme à feu. . et homicide.” <https://jamanetwork.com/journals/jama/article-abstract/2698492>; <https://www.procon.org/headline.php?headlineID=005408>

Seconde Guerre mondiale. La Norvège a officiellement présenté ses excuses aux femmes norvégiennes qui ont été “vilipendées après la Seconde Guerre mondiale pour avoir eu des relations avec des soldats allemands”, a rapporté *euronews*. Après la guerre, les femmes ont été “privées de leurs droits civils, arrêtées, incarcérées sans procès et même expulsées du pays”. En 2001, la Norvège a été poursuivie en justice par 150 enfants des femmes, mais l'affaire a été classée. Cependant, les procès-verbaux de la vilification demeurent comme preuve. <https://www.euronews.com/2018/10/18/norway-apologises-for-post-wwii-mistreatment-of-german-girls>

En 1992, le Ministère des affaires étrangères de l'Argentine a déclassifié 139 544 documents, la plupart datant de 1939 à 1950, concernant la Seconde Guerre mondiale en Argentine. Il y a six mois, la *Ciudadanos Libres por la Calidad Institucional*, une organisation non gouvernementale, a obtenu une copie numérique des documents et a accepté de coopérer avec la délégation des associations juives argentines (DAIA), a rapporté *JTA*. Aujourd'hui, DAIA a publié un court métrage documentaire contenant “les premiers détails de l'étude des documents”. La recherche dans les documents devrait “clarifier l'aide fournie par l'Argentine, qui est restée neutre pendant la majeure partie de la Seconde Guerre mondiale avant de rejoindre les Alliés”, aux criminels de guerre nazis.” <https://www.haaretz.com/world-news/americas/newly-revealed-documents-show-argentina-nazi-s-ties-during-wwii-1.6573704>

Nouvelles Bilatérales et multilatérales.

Algérie/France. L'historienne française Sylvie Thenault, écrivant dans *The Conversation*, a réfléchi à la promesse du gouvernement français d'ouvrir les archives relatives à la guerre d'Algérie et a appelé à un inventaire bilatéral franco-algérien de toutes les sources relatives à la période coloniale française en Algérie. <https://theconversation.com/a-quand-un-inventaire-franco-algerien-des-archives-de-lalgerie-a-la-periode-coloniale-104430>

Arménie / Turquie. Avant la Première Guerre mondiale, la ville turque de Van comptait une importante population arménienne, dont beaucoup n'a pas survécu à la violence et aux déportations ottomanes de cette époque. La Turquie a annoncé que des fouilles dans la vieille ville de Van avaient permis de retrouver des documents judiciaires et des archives ottomanes. Ils ont été transférés aux archives ottomanes d'Istanbul, où "les conclusions sont en train d'être classées" et 23 500 documents ont été restaurés, a rapporté *Hurriyet*. <http://www.hurriyetdailynews.com/ottoman-documents-to-shed-light-on-history-137533>

Balkans. Un élément important de la justice transitionnelle est la surveillance du travail du système judiciaire: tribunaux, procureurs et police. L'ONG Centre de droit humanitaire du Kosovo a publié une synthèse des affaires de crimes de guerre au Kosovo de 1999 à la mi-juin de cette année. Le coordinateur du projet a déclaré à *BIRN* que cette publication était le résultat d'un suivi systématique des procès pour crimes de guerre: "La possession d'une documentation aussi riche était d'une grande aide pour la compilation de la publication." http://www.balkaninsight.com/en/article/111-accused-for-war-crimes-in-kosovo-during-1999-2018-10-25-2018?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=7475d45642-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-7475d45642-319725265

Le Comité international de la Croix-Rouge et le Bureau du Procureur du Mécanisme international appelé à perpétuer les poursuites pour les tribunaux pénaux (organe créé par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 2010 pour remplir les fonctions restantes du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Tribunal pénal international pour le Rwanda) a signé un mémorandum d'accord pour coopérer dans la recherche des personnes portées disparues des conflits dans les Balkans. "Cette coopération et cette assistance comprendront l'accès, l'analyse et la transmission d'informations sur l'action issues de la collection de preuves du BdP et d'autres sources", a rapporté *Diplomat Magazine*. <http://www.diplomatmagazine.nl/2018/10/11/mou-in-the-search-for-missing-persons/>

Bangladesh / Myanmar. Le Centre pour l'étude du génocide et de la justice du Bangladesh, le Musée de la guerre de libération, a publié un rapport détaillé sur les "témoignages de discriminations et d'atrocités de la part des survivants, des témoins oculaires et des victimes Rohingya qui ont fui la violence [au Myanmar] au Bangladesh". Il expose la manipulation des documents par le gouvernement du Myanmar, le dépouillement de l'identité Rohingya et l'apatridie qui en résulte. Les archives du musée doivent contenir ces témoignages bruts. http://www.gaamac.org/information-platform-www/media-uploads/Liberation_War_Museum_report_2018.pdf

Belgique / Burundi. Le gouvernement burundais a accusé la Belgique d'avoir ordonné l'assassinat du Premier ministre, le prince héritier Louis Rwagasore en 1961, et a annoncé son intention de créer une commission technique pour enquêter sur l'assassinat de Rwagasore et de ses deux jeunes enfants, a rapporté *Telesur*. https://www.telesurtv.net/english/news/Burundi-Accuses-Belgium-of-Ordering-Hit-on-Independence-Hero-20181014-0017.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=18

Belgique / Rwanda. La Belgique enverra au Rwanda des copies de toutes ses archives de l'ère coloniale à la fois du Musée royal de l'Afrique centrale et des Archives royales, a rapporté la *RTBF*. https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_la-belgique-va-rendre-au-rwanda-les-archives-de-la-periode-coloniale?id=10031374

Canada / Russie / Ukraine. Plus de 9 000 mennonites allemands vivant en Ukraine ont été arrêtés lors des purges de l'ère stalinienne de 1936-1938. Plus tôt cette année, l'Ukraine a ouvert ses dossiers du KGB à des fins de recherche, et un groupe de mennonites canadiens a retrouvé les archives relatives au sort de leurs proches, a rapporté *CBC News*. <https://newsinteractives.cbc.ca/longform/ukraine-mennonite-kgb-archives>

Canada / États-Unis. En 2014, la Gendarmerie Royale du Canada a estimé à 1 181 le nombre de femmes autochtones disparues ou assassinées depuis 1980, et le Centre national d'information sur la criminalité aux États-Unis a signalé 5 712 cas de femmes autochtones disparues en 2016. Un cartographe membre

de la tribu Cheyenne est en train de cartographier les disparues pour connaître la répartition géographique des cas. Elle a déclaré à la Fondation Thomson Reuters: “La cartographie est un moyen de savoir autochtone. Cela peut donner des résultats vraiment puissants, en particulier pour des questions sociales difficiles à discuter, comme celle de femmes autochtones disparues ou assassinées. ”
<http://news.trust.org/item/20180928110012-bll1r/>

El Salvador / Honduras / États-Unis. Une équipe de politologues a découvert à partir des données de l'enquête menée en 2014 par le baromètre des Amériques du Projet d'opinion publique en Amérique latine de l'université de Vanderbilt que “le fait d'être victime d'un crime est une motivation puissante pour que les migrants arrivent aux États-Unis, même s'ils comprennent les risques du voyage et les défis du système d'immigration américain ”, a rapporté *Eurasia Review*.

http://www.eurasiareview.com/01102018-crime-not-money-drives-migration-from-el-salvador-and-honduras/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Irak / États-Unis. Un chercheur qui travaillait avec le journaliste du *New York Times* et qui transportait des documents hors d'Iraq a publié un article sur *History News Network* en soutien à l'accord conclu entre le *New York Times* et l'Université George Washington. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles HRWG*, septembre 2018. Merci à Antoon de Baets pour la référence. <https://historynewsnetwork.org/article/170176>

Japon / Corée. La Cour suprême de Corée a confirmé une décision d'un tribunal de première instance selon laquelle la société japonaise Nippon Steel & Sumitomo Metal “doit indemniser quatre victimes sud-coréennes contraintes de travailler dans ses usines pendant la domination coloniale japonaise de la péninsule coréenne”, a rapporté le *Korean Herald*. Le Japon a fait valoir que le Traité de normalisation Corée-Japon de 1965 réglait la question du travail forcé, mais le tribunal a déclaré que le traité ne mettait pas fin au droit des victimes d'ouvrir une action en dommages et intérêts pour les souffrances infligées par la compagnie. <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20181030000606>

Lettonie / Russie. Le parlement letton a adopté une loi sur l'accès du public aux documents du KGB soviétique conservés au Centre de documentation sur les conséquences du totalitarisme, qui transférera les documents aux archives nationales de la Lettonie. “Conformément à la loi adoptée, nous publierons des fichiers de cartes d'agents et d'agents opérationnels hors du personnel, des répertoires d'employés du KGB contenant des informations sur le personnel ainsi que des documents sur le Comité central du Parti communiste en Lettonie”, a déclaré le gouvernement. <http://belsat.eu/en/news/latvia-to-release-kgb-card-files-to-public/>

Russie / Royaume-Uni. L'ONG britannique d'investigation Bellingcat a déclaré que la véritable identité du deuxième des deux hommes accusés dans l'attaque par un agent nerveux sur Sergei Skripal et sa fille à Salisbury, en Angleterre, est Alexander Yevgenyevich Mishkin, un médecin militaire formé à l'emploi du GRU, le service de renseignement militaire russe. “Le processus d'identification de Bellingcat comprenait plusieurs sources ouvertes, des témoignages de personnes connaissant bien la personne, ainsi que des copies de documents d'identité personnelle, y compris une copie numérisée de son passeport. ” Pour plus d'informations, voir *Nouvelles HRWG*, septembre 2018. <https://www.bellingcat.com/news/uk-and-europe/2018/10/08/second-skrpal-poisoning-suspect-identified-as-dr-alexander-mishkin/>

Arabie Saoudite / Turquie / États-Unis. L'assassinat du journaliste saoudien en exil Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul a amené la communauté internationale à demander des explications sur le meurtre et à remettre les restes de son corps à sa famille. De nombreuses agences de presse ont rapporté en Turquie que des enregistrements audio et vidéo provenant du consulat prouvaient que Khashoggi avait été assassiné. Des images de vidéosurveillance de l'aéroport d'Istanbul ont montré l'arrivée d'une équipe de Saoudiens composée de 15 personnes. Ils auraient été l'équipe responsable du meurtre. Et le *New York Times* “a rassemblé plus d'informations sur les suspects à l'aide d'un logiciel de reconnaissance faciale, de dossiers publics, de profils de réseaux sociaux, d'une base de données de numéros de téléphone portables saoudiens, de reportages saoudiens, de fuites de documents du gouvernement saoudien et, dans certains cas, de témoignages. L'Arabie Saoudite et les pays que le prince héritier [saoudien] a visités.” Khashoggi s'est rendu au consulat pour obtenir des documents certifiant qu'il avait divorcé de son ex-femme afin qu'il puisse se remarier.

<https://www.theguardian.com/world/2018/oct/12/recordings-prove-jamal-khashoggi-killed-turkish-investigators-claim;>
<https://www.aljazeera.com/news/2018/10/midterms-2018-latest-updates-181030175547529.html> ;
<https://www.nytimes.com/2018/10/16/world/middleeast/khashoggi-saudi-prince.html>

Royaume-Uni / Irlande du Nord / États-Unis. Un nouveau développement dans l'affaire apparemment sans fin des cassettes de Boston : Anthony McIntyre, un ancien membre de l'Armée républicaine irlandaise, a récemment perdu sa dernière tentative visant à empêcher la police d'Irlande du Nord d'avoir accès aux entrevues sur l'histoire orale enregistrées par le *Boston College* à Boston aux États Unis. Les bandes, acheminées par avion depuis Boston, sont actuellement sous scellés à la cour, a rapporté le *Irish Times*. Pour en savoir plus, voir *Nouvelles HRWG*, juillet 2016 et mai 2017. <https://www.irishtimes.com/news/crime-and-law/ex-ira-man-loses-battle-to-stop-police-accessing-interview-tapes-1.3671578?mode=amp&fbclid=IwAR2i0wRQq5VMzarn16LImLmr2HBdkqK2jMsjyyQFvYrsN5Hsa1-ZSXhFVw>

Vatican / États-Unis. Le Vatican a promis une étude “approfondie” des archives du Vatican concernant l'ancien cardinal américain Theodore McCarrick, accusé d'abus sexuels à l'égard d'adultes et de mineurs. Selon le *Washington Post*, le Vatican entreprendra de “rassembler des informations à partir de documents dans les bureaux du Vatican” afin de “vérifier tous les faits pertinents, de les replacer dans leur contexte historique et de les évaluer de manière objective” et “de faire connaître les conclusions”. Par la suite, l'archevêque de Washington, DC “a publié une liste de 31 membres du clergé accusés de “façon crédible” “d'avoir maltraité des mineurs depuis 70 ans”, et le ministère de la Justice américain a ouvert une enquête sur les abus sexuels perpétrés par le clergé catholique de Pennsylvanie, recherchant, selon *l'Associated Press*, “des documents stockés dans les “Archives secrètes”, “Archives historiques” ou “Fichiers confidentiels ”, ainsi que des documents concernant les organigrammes, les finances, la couverture d'assurance, les affectations au clergé et le traitement des diocèses prêtres.” https://www.washingtonpost.com/world/europe/pope-francis-pledges-thorough-study-of-vatican-archives-on-mccarrick/2018/10/06/b2aa1c50-c978-11e8-b1ed-1d2d65b86d0c_story.html?utm_term=.7f39f20e0c88; https://www.pennlive.com/nation-world/2018/10/dc_archdiocese_releases_list_o.html ; <https://www.cbsnews.com/news/pennsylvania-clergy-sex-abuse-catholic-church-federal-subpoenas-department-of-justice-2018-10-18/>

Nouvelles Nationales.

Albanie. L'Albanie a ordonné aux sites Web des médias de s'inscrire auprès de l'administration fiscale dans le cadre d'une “campagne anti-diffamation”, énumérant 44 sites qui “risquent de fermer s'ils ne s'inscrivent pas auprès des autorités fiscales et publient leur numéro fiscal en ligne” dans les 72 heures. Le représentant de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe sur la liberté des médias a critiqué l'ordre, affirmant qu'il érode les droits de la liberté d'expression et d'information, a rapporté le *BIRN*. Il s'agit d'un exemple d'utilisation de la documentation (enregistrement) pour contrôler. http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-website-registration-request-criticized-10-18-2018?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=6dfbec27ab-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-6dfbec27ab-319725265

Brésil. La Fondation Thomson Reuters a publié deux articles sur les controverses dans l'état du Mato Grosso do Sul, où le recensement de 2010 a montré 73 000 “indigènes autoproclamés”. Dans un des articles, un avocat a été interviewé sur un “grand nombre de poursuites” concernant la séparation des enfants indigènes de leur famille et le placement dans les maisons d'enfants d'État (la nature des documents utilisés pour la pétition pour le retrait n'a pas été expliquée). L'autre article, décrivant la persistance de la violence sur les droits fonciers, a déclaré que “les rapports anthropologiques prouvaient les liens ancestraux de la tribu [Guarani-Nandeva] ” à une parcelle de terre, mais le “processus de démarcation” formel du gouvernement reconnaissant la terre comme appartenant à la tribu “a été arrêtée après que les agriculteurs ont déposé des poursuites refusant de quitter la zone sans indemnisation.” Il est essentiel de préserver les archives juridiques. <http://news.trust.org/item/20181010111211-djzmt/>; <http://news.trust.org/item/20181025105835-gzr8s/>

Burundi. La Commission Vérité et Réconciliation du Burundi a présenté son rapport intérimaire au Parlement, a rapporté *regionweek*. Le Parlement a demandé à la Commission de “prolonger les enquêtes sur les crimes de guerre jusqu'à la période coloniale, s'étendant de 1896 à 2008”. <http://regionweek.com/burundi-truth-and-reconciliation-commissioncvr-presented-an-interim-report-to-parliament/>

Cambodge. Une équipe de chercheurs de l'Université de Londres a étudié l'industrie de la fabrication de briques dans laquelle les travailleurs existent sous forme “d'esclavage moderne”. Leur conclusion était fondée sur des entretiens avec des ouvriers de four de brique et des propriétaires de four, des résidents

autour des fours, et des moines bouddhistes, plus de 300 “enquêtes de ménage dans 3 villages qui comprennent des niveaux élevés de migration de dehors vers des fours de brique,” et des données géospatiales. Toutes ces données de recherche doivent être conservées dans les Archives de l'Université. <https://static1.squarespace.com/static/596df9f8d1758e3b451e0fb2/t/5bc4d7cdc83025e41e7b10a0/1539627177544/Blood+bricks+high+res+v2.pdf>

Canada. Le Centre national Vérité et Réconciliation (CNCTR) élabore un registre national des élèves des écoles résidentielles qui répertoriera les enfants qui ne sont jamais revenus des pensionnats, a déclaré la SRC. “Les travaux de documentation sur les décès ont été entamés par le groupe de travail des enfants disparus et des enterrements non marqués de la CRT. Le NCTR a poursuivi le travail et dit que le nombre le plus précis à ce jour est de 4 200 enfants identifiés par nom et dossiers de décès sans nom.” <http://www.cbc.ca/news/indigenus/residential-school-student-memorial-register-1.4880391>

Le Conseil des Premières Nations du Yukon a 1 782 boîtes de matériel entreposées aux Archives du Yukon. Maintenant, un projet financé par une subvention du programme des communautés du patrimoine documentaire géré par Bibliothèque et Archives Canada a embauché une équipe de quatre archivistes pour évaluer, organiser et décrire et préserver les matériaux. *Yukon News* a déclaré: “Avec les documents, il y a de vastes collections de photos, vidéos et enregistrements audio. 7 100 négatifs de film, 900 cassettes vidéo, cartouches contenant 16 millimètres de film, l'équipe est nerveuse à les mettre sur un projecteur parce qu'ils sont dans un État si délicat, et 2 850 cassettes audio avec des enregistrements d'entretiens avec les aînés, les histoires orales et les projets linguistiques des Premières Nations. <https://www.yukon-news.com/news/cyfn-begins-project-to-properly-archive-historical-records/>

République Centrafricaine. Le groupe international de crise a signalé que la Cour pénale spéciale devait juger les crimes contre l'humanité présumés depuis 2003 a tenu sa session inaugurale. https://www.crisisgroup.org/crisiswatch?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=107fff2d4f-EMAIL_CAMPAIGN_2018_10_31_04_06&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-107fff2d4f-359425329#overview

Chili. Un tribunal a statué qu'une grande compagnie nationale de bois d'œuvre, Bosques Arauco, doit rendre “près de 100 hectares à la communauté autochtone Ignacio Huilipan”, citant une carte “de 1904” intitulée “la miséricorde” qui a montré qu'une limite d'eau naturelle a autorisé la terre à la Communauté”, a rapporté *telesur*. https://www.telesurtv.net/english/news/Indigenous-Chileans-Win-Back-Land-From-Logging-Company-20181003-0007.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Colombie. Le procureur général a envoyé des fonctionnaires à la Juridiction Spéciale pour la Paix (le Tribunal a été chargé de traiter les affaires découlant du conflit d'État avec le groupe de guérilla des FARC) et a “saisi des copies des dossiers” liés à “l'enlèvement prétendument effectué par les membres des FARC démobilisés, également appelés “cas 001”. Selon le Président de la Cour, quelques heures plus tard “le même fonctionnaire qui avait accédé et a pris une copie numérique du dossier retourné et détruit” en présence de fonctionnaires de la Cour, a écrit *Colombia Reports*. <https://colombiareports.com/colombias-chief-prosecutor-intimidating-and-categorical-meddling-with-war-crimes-tribunal-court-president/>

Gambie. La Commission Vérité a ouvert en Gambie, a rapporté le Time, pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises entre juillet 1994 et janvier 2017. “Le chef du Centre pour les victimes des violations des droits de l'homme de Gambie.. a déclaré que l'organisation avait documenté des centaines de cas.” <http://time.com/5425646/gambia-truth-reconciliation-yahya-jammeh/>

Allemagne. L'Association allemande pour la protection de l'enfance, citant des chiffres de l'Office fédéral de police criminelle, a déclaré que le nombre de réfugiés de moins de 14 ans qui manquent est en augmentation, avec 902 disparus en octobre. *DW* a rapporté que l'Association “a déclaré que les efforts de prévention ont été sapés par le manque de données de l'Office fédéral de police criminelle sur la raison et la façon dont les enfants ont disparu.” https://www.dw.com/en/underage-refugees-in-germany-increasingly-going-missing/a-45871135?maca=en-newsletter_en_bulletin-2097-html-newsletter

Guatemala. Les visas ont été refusés à “environ une douzaine” de personnes de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), a rapporté *AP*. Parmi eux se trouve un avocat qui travaille sur les affaires contre le fils et le frère du Président “sur la prétendue falsification de

documents pour obtenir des fonds du gouvernement. ” Pour de plus amples renseignements, voir *Nouvelles HRWG*, septembre 2018.

<https://apnews.com/dcff72721cf348e2bd5fe96bff88b622>

Indonésie. Les personnes qui dirigeaient un réseau prétendu de vente de bébé à Surabaya ont été arrêtés, a rapporté *UCA News*. “La police allègue que la vente illégale de bébé a commencé en août après que des ‘témoignages’ et des photos des acheteurs et des vendeurs ont été affichés sur le compte Instagram, attirant plus de 600 adeptes.”

http://www.eurasiareview.com/12102018-indonesia-four-arrests-over-instagram-baby-selling-ring/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Irak. Dans un article sur les Yazidis disparus depuis la violente campagne de 2014 de l'État islamique contre la minorité yazidi, le chef du programme iraquien à la Commission internationale sur les personnes disparues a déclaré au *Middle East Eye* qu’ “une partie du problème est que l'Irak n'a pas de système centralisé pour traiter les personnes disparues. Au lieu de cela, plusieurs organismes gouvernementaux travaillent sur cette question, souvent en doublant le travail de l'autre. ‘Tous les efforts pour recueillir des informations sont perdus à moins que cela ne soit coordonné. . Ils n'identifieront jamais les disparus s'ils ne le font pas’ ”

<https://www.middleeasteye.net/news/four-years-later-yazidis-are-still-waiting-bury-their-dead-1443312897>

Israël. Le premier ministre Netanyahu a annoncé son intention d'étendre le secret à l'information stockée dans les Archives des services de sécurité de 70 à 90 ans, y compris les documents contenus dans les archives Shin Bet et Mossad, les Archives de la Commission de l'énergie atomique, les centres de recherche nucléaire, l'Institut biologique, la Division du renseignement de l'armée et “des éléments liés à certaines unités de l'armée et du ministère de la sécurité”, a rapporté *Palestine News Network*, citant *Haaretz*. Merci à Lior Yavne pour l'information. <http://english.pnn.ps/2018/10/04/netanyahu-bans-publication-of-archive-materials-on-deir-yassin-massacre/>

Haaretz a publié un article exposant les attaques faites par Ad Kan, une ONG de droite, contre Akevot, une institution de recherche axée sur le conflit israélo-palestinien qui a travaillé à élargir l'accès du public aux archives sur le conflit. Elle a rapporté que, sur la base des allégations d'Ad Kan, l'ambassadeur israélien en Suisse a donné au ministère suisse des affaires étrangères “un document non signé contenant une demande afin que le gouvernement suisse cesse de financer Akevot. ”. Pour les antécédents de l'histoire, voir l'analyse d'août d'Akevot des accusations d'Ad Kan.

https://www.haaretz.com/israel-news/premium-how-a-right-wing-ngo-s-agenda-became-israeli-government-policy-1.6551076?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter; <http://www.akevot.org.il/wp-content/uploads/2018/08/2018-08-Ad-Kans-Smear-Campaign-Against-Akevot.pdf>

Mexique. Les Archives Générales de la Nation (AGN), l'Institut national de transparence et l'Université nationale autonome (UNAM) déclassifient leurs documents sur le mouvement étudiant de 1968, a rapporté *telesur*. Les Archives comprennent des “photographies de marches et de protestations, des listes de victimes, des dossiers d'empreintes digitales, des caricatures, de la propagande, des bannières, des rapports de police, des entrevues et des profils politiques des militants recueillis par l'Institut des enquêtes politiques et sociales et l'Institut fédéral de la sécurité. Cependant, certains des éléments appartiennent à d'autres archives qui n'ont pas encore été entièrement communiquées publiquement, mais qui sont dûment protégées à cause des “informations sensibles”. Le directeur de l'UNAM et d'autres ont exigé que le Secrétaire de la défense nationale, les services de renseignement du Mexique, et la garde présidentielle aussi de déclasser et diffuser leurs documents “et les remettre à l'AGN. ” Pour plus d'information sur la controverse sur la libération des archives, voir *Security Archive* “50 ans après Tlatelolco, censurer les archives mexicaines.”

<https://www.telesurtv.net/english/news/Mexicos-National-Archive-Discloses-Documents-on-1968-Movement-20181010-0039.html>; <https://nsarchive.gwu.edu/news/mexico/2018-10-02/fifty-years-after-tlatelolco-censuring-mexican-archives-mexicos-dirty-war-files-withdrawn-public>

Le ministère de l'intérieur a dévoilé son nouveau système national de recherche de personnes, annonçant que 37 485 personnes ont disparu au Mexique, dont 340 ont été déclarées mortes. Le ministre de l'intérieur a déclaré: “le nombre de personnes disparues est sûrement beaucoup plus grand, mais nous avons dû nous fier aux données officielles. ”

https://www.telesurtv.net/english/news/Mexico-Confirms-Number-of-Disappeared-Persons-at-37485-20181010-0011.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=9

Philippines. L'Agence philippine de répression des drogues a déclaré que les chiffres de la police montrent "5 000 toxicomanes présumés et les pousseurs ont été tués depuis le Président Rodrigo Duterte a lancé sa guerre anti-drogue il y a deux ans" et environ 158 424 "personnalités de la drogue" ont été arrêtées, a rapporté *Benar News*. Les personnes arrêtées comprennent "plus de 500 fonctionnaires du gouvernement et environ 60 policiers et soldats". *Human Rights Watch* et d'autres organisations non gouvernementales ont estimé le nombre de morts à environ 12 000. Le Président Duterte a déclaré qu'il avait une "liste contenant les noms des politiciens, des juges, des policiers et des officiers militaires qui auraient été impliqués dans le commerce de la drogue. Il n'a jusqu'à présent pas expliqué comment il a obtenu la liste, mais au moins trois maires dont les noms sont apparus avaient été abattus, y compris celui qui est mort dans une fusillade présumée en prison." http://www.eurasiareview.com/25102018-philippines-death-toll-in-drug-war-almost-5000/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Afrique du Sud. À la fin de septembre, la Fondation Nelson Mandela a lancé les archives numériques des enregistrements du procès de Rivonia de en 1964 (originaux sous la garde des Archives nationales). Le procès de Rivonia a condamné Nelson Mandela et d'autres d'activités anti-étatiques. <https://citizen.co.za/news/south-africa/2014545/rivonia-trial-archives-go-digital-in-honour-of-mandela/>

La Cour constitutionnelle a statué qu'une compagnie minière de platine qui avait passé "un accord avec un chef tribal" pour procéder à l'extraction minière sur la terre dans la communauté de Bakgatla ne peut pas expulser les 13 familles noires de la ferme dont les ancêtres ont acheté la ferme il y a plus d'un siècle mais ne pouvait pas obtenir le titre actes à cause de lois racistes à l'époque." <https://www.reuters.com/article/us-safrica-landrights/south-africas-top-court-ruling-curtails-power-of-chiefs-to-cut-mining-deals-idUSKCN1MZ1Y5>

Sud-Soudan. La Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (UNMISS) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont rendu compte de la situation dans la région de l'Equatoria occidental entre avril et août. Ils ont dit que 900 personnes ont été enlevées, 24 000 forcées de fuir leurs foyers, des femmes et des filles dès l'âge de 12 ans ont été enlevées et violées, et des jeunes hommes et garçons ont été enlevés pour rejoindre des combattants. Bien que le rapport dise que les troupes du gouvernement du Sud-Soudan ont nui aux civils, elle se concentre sur l'opposition armée. Le rapport est fondé sur 104 entretiens avec des victimes et des témoins oculaires de 28 villages, dont certains "s'étaient récemment échappés" de captivité par les forces d'opposition. UNMISS a également rencontré des "commandants locaux et des autorités locales de l'État" et "analysé divers documents, y compris des preuves photographiques et des pièces justificatives, afin d'évaluer si les abus et les violations, y compris ceux qui peuvent être des crimes internationaux, ont été commis". <https://apnews.com/b56f2486e0c04666ba678359c022ab60> ; <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/ReportWesternEquatoria17Oct2018.pdf>

Espagne. Un tribunal de Madrid a reconnu un médecin coupable de "voler des bébés", mais l'a laissé libre parce que "trop de temps s'était écoulé" depuis qu'Inès Madrigal a été "prétendument enlevée en 1969", a déclaré la *BBC*. La pratique des bébés volés a commencé dans les premières années de Franco au pouvoir après la guerre civile (1936-1939) quand "beaucoup d'enfants ont été enlevés des familles identifiées par le régime fasciste en tant que républicains et donnés aux familles jugées plus méritantes." Les cas ont été difficiles à retracer, en partie parce que "la loi espagnole n'a pas besoin du nom de la mère biologique sur le certificat de naissance." Il y a un an, la Commission des pétitions du Parlement européen a demandé à l'Espagne de créer une banque publique d'ADN pour les contrôles d'identité, à nommer un procureur spécial chargé d'enquêter sur les réclamations et à faciliter l'accès aux registres des registres civils, aux registres des naissances hospitalières et Archives de l'église. www.bbc.co.uk/news/world-europe-45782359

Sri Lanka. Le Parlement a approuvé une loi visant à créer un Office des réparations pour "fournir des réparations individuelles et collectives aux personnes lésées qui ont subi des violations des droits de l'homme ou du droit humanitaire". Le Bureau aura besoin d'un programme solide de gestion des records et d'instructions claires sur les preuves qui suffiront pour obtenir réparation. http://www.colombopage.com/archive_18B/Oct10_1539187952CH.php

Après avoir interviewé 110 personnes “dont la terre était ou est occupée par les militaires” et des militants, des fonctionnaires locaux et des avocats, *Human Rights Watch* a qualifié l’occupation militaire des biens publics et privés “un héritage cruel de la guerre civile qui a duré près de trois décennies” et qui a pris fin en mai 2009. “Dans certains cas, l’administration civile locale convient qu’il n’y a pas de motifs raisonnables de poursuivre l’occupation, mais qu’elle n’a pas été en mesure de faire appliquer la réforme en raison de l’obstruction des forces armées. Dans d’autres, les fonctionnaires du district affirment que les civils qui vivaient ou utilisaient la terre manquent de titres légaux ou d’une preuve de propriété. La propriété foncière contestée n’est pas seulement une question juridique et administrative, mais elle reflète un problème plus large: l’incapacité des autorités sri-lankaises à examiner pleinement les conséquences du conflit pour les nombreuses populations touchées. Pendant la guerre, l’administration foncière normale a été suspendue. En outre, les documents fonciers de nombreuses familles qui ont été déplacées de force ont été détruits, endommagés ou perdus.” <https://www.hrw.org/report/2018/10/09/why-cant-we-go-home/military-occupation-land-sri-lanka>

Syrie. *Human Rights Watch* a publié un communiqué de presse disant que le gouvernement syrien “empêche illégalement les résidents déplacés des anciennes zones antigouvernementales de retourner dans leurs propriétés.” Les images satellitaires faites entre mai 2017 et octobre 2018 “ont montré que le gouvernement a démoli des maisons.” Et malgré les déclarations du gouvernement, qui revient à la ville de Darayya, les retours sont possibles si vous êtes sur une liste, après inscription et obtention d’une carte d’autorisation, une femme qui a tenté de revenir en mai 2018 a dit qu’elle n’avait “pu visiter ses propriétés” mais elle a été autorisée “à soumettre des copies de ses titres de propriété et le numéro de la propriété pour démontrer l’appropriation immobilière. . mais que les fonctionnaires municipaux lui ont dit que la propriété ne serait reconnue qu’après l’habilitation de sécurité. ” <https://www.hrw.org/news/2018/10/16/syria-residents-blocked-returning>

Le Centre syrien pour la justice et la responsabilisation a publié “Le retour est un rêve: options pour la restitution des biens après un conflit en Syrie”, suggérant que le gouvernement établisse une Commission de restitution des biens “qui a le mandat et le pouvoir de statuer des litiges fonciers et de déterminer les réparations appropriées aux victimes individuelles.” https://syriaaccountability.org/library/return-is-a-dream-options-for-post-conflict-property-restitution-in-syria/?utm_source=SJACW+eekly+Update&utm_campaign=227cae4f73-EMAIL_CAMPAIGN_2018_10_02_04_06&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-227cae4f73-90540617

Le Centre international non gouvernemental pour la justice transitionnelle a publié un rapport engageant avec des illustrations: “Rencontrez les artistes syriens qui font des dessins pour le changement. L’un des artistes, Hani Abbas, a déclaré: “l’art est la véritable histoire des gens. Il reste le même, tandis que tous les textes écrits par les politiciens et les historiens sur les guerres seront interrogés plus tard.... Par conséquent, les œuvres artistiques et littéraires doivent être documentées, tout comme les archives de crimes de guerre sont conservées.” https://www.ictj.org/news/meet-syrian-artists-who-cartoon-change?utm_source=International+Center+for+Transitional+Justice+Newsletter&utm_campaign=d72147a19c-In+Focus+July+2018_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_2d90950d4d-d72147a19c-237813513

Thaïlande. À la fin de septembre, le gouvernement “a publié une liste de tous ses navires de pêche enregistrés et autorisés ainsi qu’une liste de surveillance des navires interdits de pêche, qui ont été coulés ou endommagés, ou vendus à des pays voisins, dans le but de lutter contre les l’abus des droits de l’homme et la pêche illégale”, a rapporté *Undercurrent News* . La directrice exécutive de la Fondation pour la justice environnementale a déclaré que “la transparence est l’un des meilleurs gardiens que nous ayons contre la pêche illégale et les atteintes aux droits de l’homme qui y sont associées.” <https://www.undercurrentnews.com/2018/09/25/thailand-publishes-list-of-fishing-vessels-to-tackle-human-rights-abuse/>

Tunisie. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion et d’association pacifiques a déclaré qu’il “regrette vivement” une loi adoptée le 2 octobre “instituant un registre national pour les entreprises qui vise à lutter contre le blanchiment d’argent et contre le terrorisme, mais qui crée des exigences supplémentaires qui limiteraient la capacité des associations à opérer et à continuer de contribuer dans cette période de transition.” <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23680&LangID=E>

Royaume-Uni. Le *Guardian* a interrogé “près de 200 détenus dans sept centres d’expulsion en Angleterre au 31 août” et a constaté que “près de 56% étaient définis comme un “adulte à risque” qui n’est “censé être détenu que dans des cas extrêmes”. (Les adultes à risque sont définis comme étant des

victimes de torture, ayant des pensées suicidaires ou étant mal à l'esprit.) Dans un deuxième article, le *Guardian* a déclaré qu'une réponse relative au droit à l'information venant du ministère de l'intérieur "a reconnu que les tentatives de suicide dans les centres de détention avaient augmenté de plus de 20% au cours des derniers mois, avec près de deux par jour en moyenne pendant la période estivale." Le ministère de l'intérieur verra le médiateur "mener une enquête indépendante et de grande envergure sur le prétendu traitement abusif des immigrants détenus dans les centres de détention du Royaume-Uni."

https://www.theguardian.com/uk-news/2018/oct/10/revealed-sick-tortured-immigrants-locked-up-for-months-in-britain?utm_term=R3VhcmRpYW4gVG9kYXkgVUstMTgxMDEy&utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GuardianTodayUK&CMP=GTUK_email; https://www.theguardian.com/uk-news/2018/oct/11/home-office-agrees-inquiry-immigrant-abuse-claims-detainees-removal-centres?utm_term=R3VhcmRpYW4gVG9kYXkgVUstMTgxMDEy&utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GuardianTodayUK&CMP=GTUK_email

Depuis le 1er avril 2017, les forces de police britanniques ont été tenues de tenir un registre détaillé chaque fois qu'un policier a utilisé la force et de publier les informations trimestrielles. Le *Guardian* a rapporté que les statistiques d'août montrent que les forces de police de Londres ont utilisé la force 270 fois par jour en moyenne, et "sur 39% des occasions ... elle a été utilisée sur les noirs, qui représentent environ 13% de la population de Londres. Le *Guardian* a utilisé le processus de liberté de l'information et a obtenu des données de 28 forces policières qui montrent qu'entre le 1er avril 2017 et le 1er août 2018, lorsque "les officiers de police au Royaume-Uni ont été appelés par des hôpitaux et d'autres établissements de santé mentale" ils ont utilisé un pistolet paralysant 96 fois.

https://www.theguardian.com/world/2018/oct/01/police-stun-guns-mentally-ill-patients-health-uk?utm_term=R3VhcmRpYW4gVG9kYXkgVUstMTgxMDAy&utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=Guardian+Today+-+Collection&CMP=GT_collection; https://www.theguardian.com/uk-news/2018/oct/08/met-polices-use-of-force-jumps-79-in-one-year?utm_term=R3VhcmRpYW4gVG9kYXkgVUstMTgxMDA5&utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GuardianTodayUK&CMP=GTUK_email

Deux ONG et la *London School of Economics* de Londres ont publié un rapport sur "l'application inégale des lois sur les drogues [qui] est une source d'injustice raciale profonde". L'équipe a noté que "les noirs ont été arrêtés et recherchés plus de huit fois le taux de blancs en 2016/17. Les gens asiatiques et ceux du groupe "mixte" ont été arrêtés et recherchés plus de deux fois le taux de blancs. Le rapport contient une "annexe méthodologique" détaillée expliquant les sources de données utilisées.

<https://www.release.org.uk/publications/ColourOfInjustice>

États-Unis. Dans un éditorial, le *New York Times* a demandé à la Cour d'appel des États-Unis d'enlever les sceaux des archives du grand jury relatives au dernier lynchage de masse: le meurtre de deux couples afro-américains par une foule en 1946, une atrocité connue comme le lynchage de Ford Bridge de Moore. Les archives sont conservées aux Archives Nationales. <https://www.nytimes.com/2018/10/07/opinion/truth-mass-lynching.html>

Le Bureau de la gestion des ressources humaines de la protection des douanes et des frontières (CBP) et son bureau de la responsabilité professionnelle ont publié des rapports couvrant les années 2016 et 2017. Sur les plus de 60 000 personnes employées par le CBP, plus de 500 ont été inculpées de trafic de drogue, acceptant des pots-de-vin et une série d'autres crimes au cours de la période de deux ans, a rapporté le *New York Times*. "Les douanes et la protection des frontières ont été accusées d'avoir recours à une force excessive contre les migrants. En 2017, les rapports ont montré que l'Agence a ouvert 252 cas impliquant l'usage de la force par des agents frontaliers, contre 338 en 2016. *Associated Press* a rapporté que le ministère de la sécurité intérieure (DHS) "enquête rarement sur les allégations d'abus" qui lui sont signalés.

<https://www.nytimes.com/2018/10/12/us/politics/border-agency-employees-arrested.html> ; <https://in homelandsecurity.com/dhs-rarely-urges-action-against-agents-accused-of-abusing-immigrants-advocates-say/>

Le Bureau de l'inspecteur général (BIG) du DHS a publié un rapport spécial intitulé "Observations initiales concernant les questions de séparation familiale dans le cadre de la politique de tolérance zéro". Notant qu' "en l'absence de circonstances exceptionnelles", la Loi permet généralement au CBP de détenir des enfants étrangers non accompagnés sous sa garde pour une durée allant jusqu'à 72 heures avant de les transférer au bureau de la réinstallation des réfugiés de la HHS [santé et services humains] ", a déclaré le BIG ; et les données de la patrouille frontalière montrent que le secteur de la vallée de Rio Grande a dépassé la période de 72 heures pour au moins 564 enfants (44 pour cent des enfants détenus pendant cette période)

“et les données du secteur” El Paso ont dépassé la période de 72 heures pour 297 enfants (près de 40 pour cent des enfants). Ces chiffres ne sont peut-être pas exacts: “le manque d'intégration entre le CBP, l'ICE [immigration et application douanière] et les systèmes informatiques respectifs de HHS ont entravé les efforts visant à identifier, suivre et réunifier les parents et les enfants séparés sous la politique de tolérance zéro. Par conséquent, le DHS a eu des difficultés pour fournir des données exactes, complètes et fiables sur les séparations familiales et les réunifications, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'exactitude de ses rapports.” <https://www.oig.dhs.gov/sites/default/files/assets/2018-10/OIG-18-84-Sep18.pdf>

L'Union américaine des libertés civiles a poursuivi le gouvernement fédéral en février 2018 au sujet des séparations familiales; le juge a ordonné que les enfants soient réunis avec leurs parents. Par la suite, le juge a ordonné aux parties de faire un rapport de situation conjoint le 15 octobre sur l'état d'avancement des regroupements sur la base des données des deux parties; Voir https://www.aclu.org/sites/default/files/field_document/2018-10-15_status_report_joint_dckt_281_0.pdf

La pollution atmosphérique aux États-Unis a diminué depuis 1990. Les chercheurs ont comparé les “concentrations de deux polluants” dans l'air “d'une simulation informatique de 21 ans de la pollution atmosphérique à travers les États-Unis” avec les données des centres de contrôle et de prévention des maladies sur les causes de décès dans les zones géographiques. Ils ont constaté que “les décès liés à la pollution atmosphérique avaient diminué de moitié entre 1990 et 2010”, a déclaré *Eurasia Review*. Voir http://www.eurasiareview.com/21102018-us-air-pollution-deaths-nearly-halved-between-1990-and-2010/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

À l'aide des données de l'*American Community Survey* du Bureau censitaire des États-Unis, une équipe de recherche de deux centres médicaux universitaires a constaté qu'après l'application de la Loi sur les soins abordables en 2010, le pourcentage de non-résidents non assurés a diminué de 70% en 2010 à 54% en 2015. <https://drexel.edu/now/archive/2018/October/Medicaid-Expansion-Immigrants/>

L'administration de la sécurité sociale et l'Institut national sur le vieillissement parrainent une enquête de longue durée sur la retraite. Deux économistes ont étudié les données d' “environ 20 000 des personnes qui ont répondu à l'enquête, nés entre 1905 et 1964, [qui] ont fourni leur ADN ainsi que leurs réponses, ce qui a permis aux économistes d'attacher des scores génétiques aux accomplissements individuels académiques et économiques”, a déclaré le *Washington Post*. Ils ont constaté que “les dotations génétiques sont réparties de façon presque égale entre les enfants des familles à faible revenu et à revenu élevé”, mais la réussite économique est concentrée parmi les familles à revenu élevé. <http://www2.philly.com/philly/business/its-better-to-be-born-rich-than-talented-20181009.html>

Le Conseil pour la certification des généalogistes (BCG) a approuvé cinq modifications et sept nouvelles normes relatives à l'utilisation des preuves génétiques dans les travaux généalogiques. Le BCG a également mis à jour le “code du généalogiste” pour aborder la protection des personnes qui fournissent des échantillons d'ADN. <https://bcgcertification.org/standards-for-dna-evidence/>

Zimbabwe. La Commission d'enquête sur la violence post-électorale du 1er août a commencé ses audiences publiques, a rapporté *The Herald*. <https://www.herald.co.zw/post-poll-violence-hearings-begin-witnesses-nail-mdc-alliance-supporters-for-destroying-property/>

Publications. Swisspeace relance les "Archives et traitant de la liste passée-serv." Abonnez-vous ici: <https://lists.archivesdwp.org/mailman/listinfo/adwp-l>.

Lectures recommandées : Un "outil de cartographie tactique" de nouvelles tactiques dans les droits de l'homme, un programme du Centre pour les victimes de la torture: <https://tmt.newtactics.org/>

De l'initiative de justice de la société ouverte: “Options pour la justice: un manuel pour concevoir des mécanismes de responsabilisation pour les crimes graves”: <https://www.opensocietyfoundations.org/reports/options-justice-handbook-designing-accountability-mechanisms-grave-crimes>

Le billet de blog de Gabrielle Nishiguchi: “De l'histoire de la réparation canadienne japonaise, nous pouvons apprendre comment les archives conservées par Bibliothèque et Archives Canada (BAC) – combinées à un activisme citoyen crucial faisant usage de ces archives – ont contribué à tenir le gouvernement fédéral responsable pour les actions universellement condamnées maintenant.” <https://thediscoverblog.com/2018/10/02/how-archives-can-protect-human-rights/>

Sur l'UNICEF, l'intelligence artificielle, le Big Data et les enfants: <https://www.forbes.com/sites/lorinfries/2018/09/30/coming-of-age-emerging-technologies-and-the-worlds-children/#406176e54daf>

S'il vous plaît partagez des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com

Le groupe de travail sur les droits de l'homme est reconnaissant au magazine d'archives en ligne italien *Il Mondo Degli Archivi* pour la gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner à l'actualité, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)